

Le coût du désarmement

MARCO CATTANEO

La destruction des armes fabriquées au cours de la guerre froide coûtera beaucoup plus cher que leur fabrication.

L'économie mondiale est une économie de guerre. La preuve ? La Bourse de New York a flambé en 1990, lorsque George Bush a annoncé que les États-Unis entraient en guerre contre l'Irak.

Quelques chiffres confirment cette triste réalité. La guerre du Golfe aurait coûté plus de 4 000 milliards de francs aux pays arabes. En 1993, les conflits qui ont fait au moins 1 000 victimes ont été au nombre de 34. Chaque mois, les 100 millions de mines antipersonnel disséminées à travers le monde tuent ou blessent au moins 800 personnes (un million au total, lors des 20 dernières années, dont 80 pour cent de civils). Dans des pays à hauts risques, tels l'Angola, l'Irak, le Koweït, le Cambodge et l'Afghanistan, le sol contient une mine pour trois à cinq habitants.

La paix coûte d'autant plus cher que les dépenses militaires ont été importantes. La destruction de toutes les mines antipersonnel éparpillées sur la planète coûterait entre 1 000 et 2 000 milliards de francs : la destruction d'une mine que l'on peut acheter 15 francs en Chine coûte 10 000 francs. Le traité START II stipule que les États-Unis et la Russie devront démonter, avant 2003, près de 20 000 têtes nucléaires stratégiques, mais le coût serait de 50 000 à 120 000 francs par tête, soit un coût total de 1 à 2,5 milliards de francs, sans tenir compte de l'élimination des matériaux fissiles.

Selon Michael Renner, de l'Institut Worldwatch, les gouvernements du monde entier consacrent aux dépenses militaires entre 150 et 250 francs pour chaque franc investi dans la paix, les opérations de démilitarisation et la prévention des conflits. Les pays occidentaux qualifient souvent d'exorbitantes les dépenses de l'Organisation des Nations unies pour des opérations de pacification, mais beaucoup d'entre eux exportent des armes et tirent des bénéfices du soutien militaire aux pays en

développement. Lorsque le gouvernement de Bill Clinton, en juin 1994, a proposé au Congrès américain d'allouer 1,5 milliard de francs (soit 0,1 pour cent du budget de la Défense) à des opérations de paix, le projet a été rejeté.

L'ONU fait la quête

L'insuffisance du budget de l'ONU pénalise souvent ses opérations de paix. Dans la majorité des cas, les financements proviennent d'initiatives temporaires et exceptionnelles : alors que les dépenses annuelles du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont été multipliées par 100 depuis les années 1970, dépassant cinq milliards de francs en 1993, alors que les fonds américains d'assistance aux réfugiés ont pratiquement doublé et que l'aide humanitaire versée par l'Union Européenne a plus que triplé, au cours des neuf premiers mois de 1993, l'ONU a dû lancer 17 appels de fonds pour rassembler 20 milliards de francs destinés à assister plus de 20

millions de réfugiés d'une vingtaine de pays.

La lenteur des décisions internationales aggrave cette désorganisation financière et entraîne souvent un retard aussi coupable que retentissant dans les interventions de l'ONU. Ce fut le cas au Rwanda : au début du mois d'avril 1994, lorsque la guerre civile a éclaté dans ce pays, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de réduire les forces de paix présentes dans le pays. À la fin du mois d'avril, le secrétaire général, Boutros Boutros Ghali, a proposé de renforcer le contingent en le portant à 5 500 hommes, pour un coût prévu de 580 millions de francs pour six mois. L'opposition des États-Unis a retardé cette intervention, de sorte qu'au mois de juillet, alors que le conflit avait déjà fait plus de 500 000 victimes et provoqué le regroupement d'un grand nombre de réfugiés dans des camps, au Zaïre, le coût de l'opération était estimé à plus de 2,5 milliards de francs. À la fin de ce même mois de juillet, B. Clinton



1. L'HEURE EST À LA DÉTENTE entre les grandes puissances nucléaires : elles réduisent leurs stocks d'armes. Toutefois, la destruction des armes, ici des missiles russes SS-23, coûte plus cher que leur fabrication.

a annoncé que les États-Unis paieraient la quasi-totalité de cette somme.

Lorsque les conflits sont arrêtés, les pays rencontrent le difficile et coûteux problème de la démobilisation des troupes. Selon Francisco José Aguilar Urbina, de la fondation costaricienne Arias, dans de nombreux états, «des décennies de guerre ont produit une ou deux générations d'illettrés, des personnes qui savent se servir d'un fusil automatique ou placer des mines, mais qui sont incapables de travailler la terre ou de lire les instructions pour utiliser un puits qui fournirait de l'eau à toute une communauté». L'expérience acquise en Angola, au Mozambique, au Nicaragua ou au Zimbabwe, si elle ne fournit pas une méthode à suivre partout, est utile pour l'évaluation des coûts de démobilisation d'un grand nombre de soldats. La réintégration des militaires dans la société civile est souvent difficile, et les programmes de réinsertion sont coûteux : pour l'ensemble des quatre pays cités précédemment, la démobilisation de 270 000 soldats a coûté 2,5 milliards de francs. Malgré ces efforts, la guerre civile a repris avec violence en Angola, les forces de l'ONU doivent assurer la paix au Mozambique et le programme de réinsertion des militaires a échoué au Nicaragua. Les États-Unis eux-mêmes, où les moyens et les programmes étaient certainement plus importants, ont eu de grandes difficultés pour la réinsertion des anciens combattants du Viêt Nam.

Coûteux traités

Même les mesures qui visent à réduire les risques de guerre coûtent cher. La crise économique mondiale et la dissolution rapide de l'Union soviétique ont abouti à des accords pour le démantèlement d'une partie des arsenaux. Accepterons-nous d'en payer le prix ?

La Convention d'interdiction des armes chimiques, qui entrera en vigueur six mois après sa ratification par 65 pays, stipule que les armes et les usines de fabrication existantes seront détruites. Une Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a été créée : elle vérifiera la destruction de tous les arsenaux chimiques. Toutefois, les pays occidentaux souhaitent en réduire le personnel de 1 000 à 365 personnes et limiter son budget à 375 millions de



2. EN SIGNANT LA CONVENTION d'interdiction des armes chimiques, les États s'engagent à détruire celles qu'ils possèdent.

francs par an au lieu de 750 à 900 millions de francs.

L'élimination des armes chimiques coûtera dix fois plus que leur fabrication. En 1993, Boris Eltsine a déclaré que le programme de destruction de l'arsenal chimique russe coûterait plus cher que tous les autres plans de désarmement rassemblés. C'est aussi pour cette raison que l'arsenal de l'ex-URSS est resté intact. Ce programme, qui coûtera entre 10 et 15 milliards de francs, devrait démarrer en 1997, avec une contribution étrangère de 30 à 40 pour cent. L'élimination des armes chimiques américaines coûtera presque 50 milliards de francs, auxquels il faudra en ajouter 90 pour se débarrasser des produits chimiques. Heureusement les fonds mis à disposition de l'organisme chargé de la destruction de l'arsenal chimique sont passés de un milliard de francs à la fin des années 1980 à 2,5 milliards de francs en 1994.

Le traité sur les Forces conventionnelles en Europe a entraîné la réduction des grands systèmes d'armement, tels les chars d'assaut et les avions de combat. En Europe de l'Ouest, l'Allemagne a dû réaliser les réductions les plus radicales, surtout en raison du lourd équipement militaire hérité de la République démocratique allemande. Le gouvernement allemand a déjà dépensé plus de cinq milliards de francs entre 1991 et 1994 pour se soumettre à ses obligations. Les autres pays touchés par le démantèlement de l'armement conventionnel sont en Europe de l'Est, tels la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie. Toutefois, une bonne partie des armes n'ont pas été détruites, mais revendues.

La Russie et les États-Unis semblent envisager la réduction de leur potentiel nucléaire, mais une telle décision ne semble pas partagée par la Chine, le Royaume-Uni, Israël (qui n'a pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire) et la France, qui a même procédé à plusieurs essais nucléaires en 1995 et 1996. Un traité est en cours de négociation pour l'interdiction totale des essais nucléaires : empêchera-t-il la mise au point de nouvelles armes ?

La résolution des conflits et la réduction des armements sont menées sans cohérence. On peut évaluer le montant des dépenses militaires d'un pays à partir des budgets du Ministère de la Défense, mais personne ne connaît le montant des dépenses de désarmement. Aucune organisation internationale ne se consacre entièrement à la construction de la paix. L'Agence internationale de l'énergie atomique aurait pu se charger de faire respecter les traités START, mais son budget a été fortement réduit et elle n'a pas identifié à temps les problèmes nucléaires irakiens.

Combien coûterait une agence internationale de contrôle des traités de désarmement ? Tout dépendrait de ses fonctions et de ses objectifs. De 15 milliards de francs en 1989 (la fin de la course aux armements), les dépenses globales pour la paix et la démilitarisation sont passées à 80 milliards de francs en 1994, ce qui ne représente toujours que 1,5 pour cent des dépenses militaires. La mise en place d'une organisation permanente pour le maintien ou, plutôt, pour l'obtention de la paix nécessiterait la création d'un fond international qui se chargerait de l'assistance pour la reconstruction des pays meurtris par les guerres, des efforts de démantèlement et de reconversion des structures militaires, et de la construction d'un système de paix mondial.

Marco CATTANEO est journaliste à la revue *Le Scienze*.

Michael RENNER, *Budgeting for disarmament*, Worldwatch paper, novembre 1994

Antonella PANNOCCIA, *Le armi chimiche*, Cooperativa Centro di Documentazione, Pistoia, 1985.

The military balance 1993-1994, The International Institute for Strategic Studies, London, 1994.

Notizie NATO, n° 2, avril 1994.

Il libro dei fatti 1995, ADN-KRONOS, 1995.